

Sommaire

En cette première lettre de l'année universitaire, il est de coutume de vous souhaiter une très bonne reprise de vos activités scientifiques. Mais est-ce vraiment nécessaire dans la mesure où notre dynamisme collectif n'a jamais été aussi évident ? De toute l'histoire de la Lettre du CENS, depuis 2016, nous n'avions été conduits à proposer un document aussi dense et épais ! D'une moyenne de 6 pages, nous sommes progressivement passés, à partir de 2024, à 10 puis 12 pages par lettres. Nous voilà donc rendus à 18. Est-ce le symptôme d'une équipe devenue bavarde ? Le contenu de cette 31e lettre écarte sans équivoque l'hypothèse. Vous n'y trouverez pas moins que la présentation de onze nouveaux membres (CR CNRS, MCF, ingénieurs et doctorants), de quatre nouveaux ouvrages, de quatre délégations CNRS, de trois soutenances (de thèse et d'HDR), de cinq manifestations scientifiques et de plusieurs activités collectives. Il aura fallu tout le savoir-faire d'Amélie Canu pour faire tenir cela en si peu (quel paradoxe !) de pages.

Difficile toutefois de totalement se réjouir en cette période où les mobilisations lycéenne et étudiante nous rappellent non seulement l'état de nos institutions, et les conditions d'études et de travail dégradées que nous partageons avec le primaire et le secondaire, mais aussi le peu d'intérêt que semblent accorder nos responsables politiques à la jeunesse en général.

Romuald Bodin, Mathilde Julla-Marcy

Édito	p. 1
Actualités sensationnelles	
Quatre nouvelles publications.....	p. 2
Deux nouveaux chargés de recherche CNRS.....	p. 3
Deux nouvelles maîtresses de conférence.....	p. 4
Nouveaux recrutements sur contrats de recherche.....	p. 5-6
Accueil d'une collègue en délégation CNRS.....	p. 7
Trois collègues du CENS en délégation CNRS.....	p. 7-8
Centre d'analyse des données sur les défaillances d'entreprises (CADDE).....	p. 9
Soutenance d'HDR de Tristan Poullaouec.....	p. 9
Journées de clôture de l'ANR PULWAR.....	p. 10
Journées de clôture de l'ANR CHOICE.....	p. 11
La valeur du service public - une conférence publique coorganisée avec le Centre d'histoire du travail.....	p. 11
Doctoriales 2026 du RESUP.....	p. 12
Colloque autour du travail empêché des enseignant-es.....	p. 12
Des nouvelles du projet BD : rentrer dans les coulisses de la recherche en sociologie.....	p. 13
Retour sur les Journées du CENS à Pénestin.....	p. 13
Soutenances de thèse de Victor Lecomte et Florian Police.....	p. 14
Zoom sur les jeunes chercheuses et chercheurs	
Nouveaux-elles doctorantes.....	p. 15-16
Photo de classe : des nouvelles du projet « La sociologie dès l'école primaire ? »	
Publications	p. 17
Agenda	p. 17-18



Sylvie GRUNVALD, François ROUSSEAU et Nicolas RAFIN (juin 2026), *L'instauration des Cours criminelles en France, de l'expérimentation à la généralisation*, Paris, L'Harmattan.

Gaëlle RONSIN, Gabrielle REY et Juliette PIKETTY-MOINE (septembre 2026), *Territoires en résistance*, Paris, Payot.

Anaïs ALBERT, Fanny GALLOT, Anne JUSSEAUME, Eve MEURET-CAMPFORT, Clyde PLUMAUTILLE, Mathilde ROSSIGNEUX-MÉHEUST (octobre 2026), *Au jour le jour. Écrire le quotidien des classes populaires en France (XIXe-XXIe siècles)*, Paris, La Découverte.

Annie COLLOVALD (coord.) (octobre 2026), *L'autre mai. Nantes et les luttes populaires dans les « années 68 »*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.



Quatre nouvelles publications

Sylvie GRUNVALD, François ROUSSEAU et **Nicolas RAFIN** (juin 2026), *L'instauration des Cours criminelles en France, de l'expérimentation à la généralisation*, Paris, L'Harmattan.

Pour accélérer le jugement des crimes et limiter la correctionnalisation de certaines procédures, la loi du 23 mars 2019 a mis en place à titre expérimental les cours criminelles jusqu'à leur généralisation en 2023. Sans jurés, composées de 5 magistrats professionnels, elles sont compétentes pour juger en premier ressort des crimes punis d'une peine allant jusqu'à 20 ans de réclusion criminelle.

Cette réforme du traitement judiciaire des crimes a suscité de nombreuses réflexions tant des praticiens que des universitaires issus de différentes disciplines : le droit pénal, le droit comparé, l'histoire du droit, la sociologie de la justice, l'ethnographie judiciaire. Les lectures disciplinaires de cette réforme interrogent différentes dimensions du procès criminel, allant de la place du juré populaire à la célérité de la justice, en passant par la spécialisation des juridictions pénales ou encore les droits de la défense et la place des victimes dans le procès pénal. L'objet de cet ouvrage est de restituer ces réflexions présentées lors d'un colloque organisé à la Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes le 11 avril 2024.



Gaëlle RONSIN, **Gabrielle REY** et Juliette PIKETTY-MOINE (septembre 2026), *Territoires en résistance*, Paris, Payot.

Les raffineries et les cimenteries tournent à plein régime, la bataille contre le changement climatique est au point mort et le green backlash atteint des sommets. Difficile d'imaginer que l'écologie puisse l'emporter.

Ce portrait global ne dit pas tout. Partout en France, des territoires entrent en résistance. Des luttes locales sont menées afin de barrer la route à des projets écocidaire, et les victoires sont nombreuses depuis les années 1970. En faisant plier un industriel, une collectivité ou même l'État, des collectifs ont réussi à stopper la construction d'autoroutes, d'incinérateurs, de golfs ou encore de méga centres commerciaux. Autant de projets inutiles et destructeurs qui menacent nos territoires. Ces victoires sont trop souvent méconnues, passées sous silence ou oubliées.

Il est temps de raconter cette histoire de luttes victorieuses : pour se remémorer et commémorer la combativité des militant·es, mais surtout pour mieux préparer celles de demain.



Anaïs ALBERT, Fanny GALLOT, Anne JUSSEAUME, **Eve MEURET-CAMPFORT**, Clyde PLUMAUZILLE, Mathilde ROSSIGNEUX-MÉHEUST (octobre 2026), *Au jour le jour. Écrire le quotidien des classes populaires en France (XIXe-XXIe siècles)*, Paris, La Découverte.

Loin d'une histoire événementielle scandée par des tournants politiques et animée par de « grands hommes », dans laquelle le peuple est tour à tour héroïsé ou victimisé, *Au jour le jour* propose une immersion dans le quotidien de ces femmes et de ces hommes.

Jeunes, vieux et vieilles, de la ville ou de la campagne, croyant·es ou non, en France de longue date ou nouvellement venu·es, en couple ou célibataires, libres ou enfermés·es dans des institutions, ces personnes ont en partage de fortes contraintes matérielles et symboliques. Mais cela ne résume pas tout : à l'échelle du quotidien, le privé souvent très politique des classes populaires se révèle bien plus riche, déployant à la fois une histoire du pouvoir et celle de son expérience. Les lecteurs et lectrices découvriront le feu des contestations collectives comme le plaisir de la pêche, le stigmate de la « pute » et la figure de la « daronne », les travaux d'aiguille, les enfants placés ou encore le rôle de l'eau dans les croyances rurales...

Cet ouvrage, écrit à douze mains, est le fruit du travail au long cours du groupe Genre et classes populaires, composé d'Anaïs Albert, Fanny Gallot, Anne Jusseaume, Eve Meuret-Campfort, Clyde Plumauzille et Mathilde Rossignaux-Méheust. Ce collectif fait dialoguer l'histoire et la sociologie, enseigne et fait de la recherche ensemble depuis 2010.



Annie COLLOVALD (coord.) (octobre 2026), *L'autre mai. Nantes et les luttes populaires dans les « années 68 »*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.

C'est l'histoire d'une enquête et d'une découverte étonnante. Malgré l'accumulation de travaux sur Mai 68, domine toujours une méconnaissance des contestations ouvrières ou populaires, de leur rôle dans la dynamique protestataire et des espérances et alliances qu'elles ont suscitées. C'est cet « autre Mai » que le Mai étudiant parisien, un Mai populaire, que l'on a étudié.

L'ouvrage apporte ainsi des connaissances inédites sur ce printemps contestataire en s'inscrivant dans le renouvellement récent des approches - regarder loin de Paris, s'intéresser à des militants « ordinaires », s'appuyer sur des sources empiriques peu examinées. Une telle sociologie historique localisée qui a examiné plus précisément trois secteurs (des syndicats, des organisations gauchistes, des mouvements féministes) a obligé à prendre au sérieux la particularité du moment : un moment où ce sont les classes populaires qui combattent l'ordre dominant et suscitent l'enthousiasme, où l'enjeu est le droit de participer à la construction d'un monde désirable pour le plus grand nombre.

Une question surgit alors : celle d'une autre généalogie du populisme, un populisme émancipateur, inclusif et égalitaire.

De nombreux membres du CENS, actuels ou passés, ont participé à la rédaction de cet ouvrage : Marie Cartier, Marie Charvet, Sophie Orange, Fabienne Pavis, Géraud Lafarge, Eve Meuret-Campfort, Séverine Misset (pour les membres actuels) ; Annie Collovald, Dorian Marceau, Virginie Grandhomme, Johanna Rousseau (pour les membres passés).





Deux nouveaux chargés de recherche CNRS

Cédric Huguée a intégré le CENS le 1er juillet 2026 et fait partie de la section 39 du CNRS « Sociologie et sciences du droit ».

Sociologue, chargé de recherche au CNRS, Cédric Huguée a rejoint le CENS le 1er juillet 2026. Il était auparavant affecté au Cresppa (équipe Culture et Sociétés Urbaines) depuis octobre 2011, laboratoire qu'il a dirigé en 2025 avec Olivia Samuel et Mathilde Leloup.

Sa thèse, soutenue au CENS en 2010, portait sur les transformations de l'enseignement supérieur français et sur les rapports à l'école et aux diplômes d'étudiantes d'origine populaire diplômées à la fin des années 2000. Elle montre que ces parcours relèvent moins de grandes traversées de l'espace social (pensées sur le modèle du transfuge de classe) que de la conversion de scolarités honorables en mobilités ascendantes raisonnables. La sociologie des étudiant-es et de l'enseignement supérieur est restée depuis lors l'un de ses thèmes de recherche privilégiés.

Depuis son recrutement au CNRS, ses recherches mobilisent principalement des enquêtes quantitatives et se sont orientées vers la sociologie comparée des classes sociales (notamment avec Étienne Penissat, Alexis Spire et Yasmine Siblot) et l'analyse des rapports à l'État (par exemple avec l'ANR Profet, dirigée par Alexis Spire et une recherche avec Lorenzo Barrault-Stella).

Il est aujourd'hui engagé dans deux recherches principales : le projet Mixité (avec Tristan Poullaouec, 2024-2028, financé par le conseil départemental de Loire-Atlantique, Nantes Métropole et la ville de Nantes), qui analyse les effets d'une transformation de la carte scolaire de plusieurs collèges publics nantais, et le projet ANR Euroclass (dirigé par Etienne Penissat, 2026-2029), consacré à l'internationalisation des classes populaires et ses effets sociaux et symboliques. Enfin, il co-dirige la thèse d'Hector Girard (avec Fabien Eloire, Clersé/Université de Lille) sur la structuration d'un marché lucratif des formations d'enseignement supérieur et prépare son HDR, avec comme garante Anne-Catherine Wagner (Cessp/Université Paris 1).



Lucas Page Pereira a été recruté au CNRS en 2026 et a choisi de rejoindre le CENS.

Son parcours commence au Brésil, où il suit des formations en sociologie et en anthropologie à l'université de Campinas, ainsi qu'en relations internationales à la Faculdade de Campinas. Après ces diplômes, il mène une recherche consacrée à l'œuvre de Maurice Halbwachs, qui donne lieu à une thèse de *mestrado* soutenue en 2013 à l'université de Campinas.

Arrivé en France en 2015, il rejoint le laboratoire Printemps à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, où il réalise une thèse de doctorat sous la direction de Frédéric Lebaron. Soutenue en 2021, cette recherche se situe au croisement de la sociologie de la quantification, des classes sociales et des inégalités. Elle analyse, d'un côté, la structure et l'évolution de l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil entre 2002 et 2015 et, de l'autre, la pertinence des adaptations brésiliennes des outils de stratification sociale. Ce travail a été récompensé par trois prix : le Prix Alain Desrosières de la Société française de statistique, le prix de thèse de l'Association des Brésilianistes d'Europe et le prix de thèse de l'université Paris-Saclay.

Il rejoint ensuite l'ENS Paris-Saclay, où il réalise, entre 2021 et 2023, un postdoctorat au sein du projet H2020 INVENT, consacré à la stratification culturelle et aux politiques culturelles en Europe, puis, entre 2024 et 2026, un second postdoctorat dans le cadre du projet FAIR, portant sur l'articulation entre formation et recherche dans l'enseignement supérieur.

Ses recherches actuelles s'organisent autour de deux grands axes. Le premier, qui constitue son principal programme de recherche, porte sur les transformations contemporaines de la quantification au sein de la statistique publique et sur leurs effets sur la production du savoir statistique et l'action publique. À partir d'une enquête de terrain centrée sur le Brésil, il étudie notamment la transition actuelle entre un modèle fondé principalement sur les enquêtes statistiques et des dispositifs reposant de plus en plus sur l'exploitation de données massives issues de sources diverses (le « Big Data »).

Le second axe prolonge ses travaux sur les classes sociales et les inégalités. Il porte sur la manière dont les processus de classification sociale s'articulent à leurs dimensions institutionnelles, symboliques et spatiales dans un contexte de mondialisation. Ses recherches analysent ainsi les dynamiques multiscalaires de la stratification sociale, à partir des relations entre classes sociales, modes de vie, frontières symboliques et hiérarchies dans des villes moyennes en France et au Brésil.

Par ailleurs, il aime cuisiner et partager ses gâteaux avec ses collègues.





Deux nouvelles maîtresses de conférences



Cégolène Frisque

Après des études pluridisciplinaires et une spécialisation en sociologie à Science-Po Paris, puis un DEA à l'université Paris X-Nanterre, Cégolène Frisque a réalisé un doctorat en science politique sur les journalistes de la presse quotidienne régionale et la variété de leurs postures professionnelles ou modes d'exercice du métier, en lien avec leurs dispositions et constructions identitaires. Elle a alors été recrutée comme maîtresse de conférences en sociologie à l'IUT de La Roche-sur-Yon, au sein de l'université de Nantes (2003). Du fait de son intérêt pour le travail des journalistes d'une part, et les questions de genre d'autre part (colloque Genre et journalisme en 2008, coordination collective de l'ouvrage *Le journalisme au féminin*, 2010, après le travail de synthèse critique *L'objet Femme*, 1998), elle a alors intégré le laboratoire CRAPE-Arènes, tout en restant associée au CENS.

Elle rejoint maintenant le CENS comme titulaire, avec différents axes de travail et projets. Tout d'abord, à la suite de premiers travaux sur les formes de précarité dans le journalisme (contrat et rapport DEPS-MSHB, avec E. Saitta, colloque et co-direction du livre *Les espaces professionnels du journalisme*, avec C. Leteinturier), elle a entrepris une HDR sur les parcours des journalistes pigistes, contractuels et indépendants sur le temps long et les transformations de la profession, avec A. Vion comme garant et un CRCT de six mois l'an dernier. Il s'agit d'analyser la manière dont les différents types de statuts et formes de précarité poursuivent leur expansion et déstabilisent profondément les trajectoires, entre intégration – de plus en plus difficile –, maintien dans la précarité, ruptures, bifurcations et sorties de la profession. Cette approche transforme aussi l'analyse de l'espace professionnel du journalisme, perçu de manière plus large, diversifié et précarisé que les analyses habituelles focalisées sur les détenteurs de la carte de presse. Dans le prolongement de ces travaux, elle coordonne un nouvel ouvrage collectif avec B. Toullec sur la thématique polysémique de la « déprofessionnalisation », les transformations des trajectoires, la déstabilisation des espaces professionnels et les mutations des rapports à la politique (ouvrage prévu aux PUR). En parallèle, elle a réactualisé ses recherches sur la presse quotidienne régionale, avec un article et un projet de numéro pour *Politiques de communication*. Quelques travaux plus ponctuels ont aussi été menés sur les acteurs locaux des politiques du logement et les expulsions locatives, puis sur les enjeux de l'aménagement urbain. Enfin, une nouvelle thématique de recherche est en construction sur le travail, les profils et les parcours des élus locaux, à partir d'une expérience de participation observante et la collecte de données biographiques.

Son rattachement au CENS a permis de porter un axe de l'ANR Medlib au sein du laboratoire. Ce projet de recherche pluridisciplinaire Médias « indépendants », démocratie et liberté d'expression en France (1995-2029), piloté par B. Ferron (CEDITEC), est consacré à l'analyse des transformations de l'espace des médias libres, alternatifs, indépendants en France. Elle en coordonne un axe consacré aux formes et à la place des médias libres, indépendants et alternatifs dans les configurations médiatiques locales de l'Ouest.

Ce sont donc de multiples collaborations qui pourront être nouées avec les membres du CENS, sur la structuration et la précarisation des espaces professionnels, la place du travail indépendant ubérisé, les parcours et trajectoires en lien avec la construction des dispositions, les questions de genre, les espaces culturels indépendants et alternatifs, la sociologie des élus locaux...



Margot Lenouvel

Après avoir suivi une formation en sociologie, Margot Lenouvel a réalisé une thèse entre 2020 et 2025 sous la direction d'Arnaud Régnier-Loilier et de Marie Trespeuch à l'Institut national d'études démographiques (Ined) et à Sorbonne Université. Ses recherches s'inscrivent au croisement de la sociologie de la famille, du genre et des parcours de vie, avec une attention particulière portée à l'imbrication des rapports sociaux.

Sa thèse, intitulée « Les maternités solitaires : parcours et parentalité en dehors des cadres conjugaux », s'intéresse aux parcours de femmes devenues mères sans être en couple, une situation de monoparentalité peu étudiée par les sciences sociales. En adoptant une approche biographique, elle retrace les trajectoires conjugales qui mènent à ces maternités, dépassant ainsi l'opposition encore largement présente dans les représentations ordinaires entre la figure de la mère seule « pauvre et abandonnée » et celle de la « célibataire

par choix ». Elle met en lumière les enjeux matériels et symboliques auxquels ces femmes sont confrontées, de la grossesse à l'éducation quotidienne de leurs enfants, et les solidarités féminines qui les entourent : moins seules que solistes, elles deviennent mères accompagnées d'un grand orchestre.

Margot Lenouvel a ensuite poursuivi ses travaux sur les transformations des relations intimes et les configurations familiales minoritaires, notamment dans le cadre d'un post-doctorat au Cresppa consacré à la parentalité avant 30 ans. Ce projet, toujours en cours, explore les trajectoires relationnelles des femmes et des hommes devenu-es parents entre 18 et 29 ans, avec l'hypothèse que la parentalité aux jeunes âges s'inscrit dans un ensemble de transitions plus rapides vers l'âge adulte.

De 2021 à 2026, elle s'est impliquée dans l'animation du Réseau d'études pluridisciplinaires sur les paternités et les maternités (REPPaMa) et d'un séminaire de jeunes chercheur-ses sur le genre. Depuis 2024, elle est co-responsable du RT33 « Sociologie de la famille et de la vie privée » de l'Association française de sociologie.

Ses intérêts de recherche la conduisent à assurer à l'UFR de sociologie des enseignements portant sur les méthodes statistiques, la famille et les âges de la vie.



Nouveaux recrutements sur contrats de recherche

Anna Mesclon a été recrutée en post-doctorat dans le cadre du projet Mob²Alter pour 11 mois.

Mob²Alter (« Mobilisation sur les mobilités alternatives en entreprises ») est un projet de recherche-action visant à accompagner les entreprises du bassin de mobilités La Roche-sur-Yon Nord dans le développement de stratégies en vue d'agir sur les pratiques de mobilité de leurs salarié·es, vers plus de soutenabilité. Ce projet, porté au CENS par Séverine Misset, s'inscrit dans un partenariat avec le Collège des transitions écologiques et sociétales.

Dans ce cadre, Anna Mesclon mènera une enquête auprès des salarié·es de six à huit entreprises de la Communauté de communes Vie et Boulogne, territoire où les déplacements domicile-travail sont marqués par une forte dépendance à l'automobile. En tenant compte des infrastructures existantes ainsi que des dispositifs et plans de mobilité déployés dans les différentes entreprises, elle conduira des entretiens visant à mieux connaître les pratiques, contraintes et représentations des salarié·es en matière de mobilité, et à analyser les conditions sociales, professionnelles et organisationnelles qui peuvent favoriser – ou freiner – l'adoption de pratiques alternatives à l'usage individuel de la voiture. Elle mobilisera pour ce faire les outils de la sociologie du travail, des institutions et des styles de vie, prolongeant ainsi sous un angle nouveau ses recherches sur les enjeux environnementaux.

Dans sa thèse soutenue en 2023, Anna examinait les effets du déclassement scientifique et du reclassement culturel d'une institution naturaliste historique (un muséum) sur les luttes et dynamiques professionnelles en son sein. Après un premier postdoctorat à l'URFIST de Paris, elle a été recrutée comme postdoctorante au CENS sur le projet ANR ESTUER, qui porte sur la socio-histoire de la « transition énergétique » dans l'estuaire de la Loire. Dans ce cadre collectif, elle a enquêté sur les groupes mobilisés contre des projets de construction d'infrastructures dédiées au nucléaire puis aux énergies renouvelables. Dans les publications en cours, elle s'intéresse à la façon dont l'écologisation progressive des projets énergétiques et des procédures liées à l'aménagement du territoire ont reconfiguré les relations des associations environnementales aux porteurs de projet – de la contestation à l'accompagnement critique –, tout en alimentant de nouvelles divisions au sein de l'espace des mobilisations écologiques, entre ses fractions institutionnelles et non-institutionnelles.



Chloé Devez, recrutée en post-doctorat dans le cadre du projet ETUTRANSP pour deux ans.

Chloé Devez a réalisé sa thèse de doctorat au CENS et l'a soutenue le 24 novembre 2025. Encadrée par Pascale Moulévrier et Fabienne Laurieux, elle s'intitule « L'État des mondes ruraux. Des recompositions des services publics ruraux à la fabrique de l'administré idéal (1980-2024) ». Elle était ATER en 2025-2026 à l'UFR de sociologie.

La thèse documente les transformations des services publics dans un contexte de fermetures, de dématérialisation des démarches administratives, mais aussi d'ouvertures de services dits de « remplacement », délégués aux collectivités territoriales et aux associations. L'enquête montre notamment que les agentes d'accueil locales déploient une relation de service qui fonctionne comme un dispositif de socialisation à l'État. Cependant, compte tenu des réticences des administré·es à se mettre à l'informatique et de la déliquescence des services publics, elles échouent le plus souvent à les rendre conformes aux attentes administratives. Pour autant, les agentes ne sont pas dépourvues de marges de manœuvre et d'autonomie au quotidien.

Chloé est recrutée au CENS sur le projet ETUTRANSP dirigé par Tristan Poullaouec. Financé par Nantes Université et la Région Pays de la Loire, cette recherche s'inscrit dans la Chaire Ouverture sociale. Elle s'intéresse aux conditions matérielles d'étude et à leurs effets sur la réussite académique. Celles-ci sont appréhendées par les moyens de transport et la mobilité des étudiant·es de Nantes Université. ETUTRANSP interroge ainsi ce que les contraintes liées aux transports, notamment en termes de coût et de temps, produisent sur les pratiques studieuses et comment elles génèrent des inégalités sociales et territoriales. Par ailleurs, la recherche documentera le recours et le non-recours aux aides publiques. Une enquête par questionnaire administrée en ligne et physiquement sera réalisée en mars 2027 auprès des étudiant·es sur l'ensemble des campus et permettra de comparer les pratiques des étudiant·es des sites de Nantes et des antennes de l'université, comme ceux de La Roche-sur-Yon, de Châteaubriant et de Saint-Nazaire. Les données recueillies seront appareillées aux données des services administratifs afin d'objectiver les effets sur la réussite académique. Une post-enquête par entretiens sera réalisée dans un second temps.



CHU NANTES



Séverine Mayol est recrutée comme ingénieure de recherche (IGR) dans le cadre d'un contrat de collaboration avec le CHU de Nantes.

Au printemps 2026, le CENS a conclu une collaboration scientifique avec le CHU de Nantes pour participer à la recherche CONTACT-GRECCAR21 (« Intérêt d'un service de surveillance continue par télémedecine dans le parcours de soins des patients opérés de chirurgie colorectale – Etude multicentrique randomisée »), une recherche financée dans le cadre de l'appel à Projet de REcherche sur les Parcours de Soins (Ministère de la Santé).

CONTACT-GRECCAR21 intègre une recherche sociologique en deux volets, dirigée par Philippe Charrier et réalisée par Séverine Mayol, recrutée comme IGR.

Le premier volet s'intéresse aux effets sur les dynamiques professionnelles de l'implémentation d'un service privé de télésurveillance dans le parcours de soin post-opératoire. Comment les enquêté-es vivent-ils le raccourcissement du séjour post-opératoire et la délégation du *nursing* à une plateforme de santé privée ? Quels sont les liens qu'ils entretiennent avec les professionnel-les de santé de la plateforme TLS EPOCA en charge de la surveillance à domicile ? Quelle est la place du médecin traitant dans ce nouveau parcours de soins ?

Le second volet s'intéresse à l'expérience des proches et des patient-es, posant notamment la question du fardeau du care. Quels effets ce retour précoce à domicile a-t-il sur l'expérience et la carrière de patient-e ? Comment sont appréhendés les outils techniques de télésurveillance ? Comment le-la proche, dont le consentement à devenir aidant-e n'est pas questionné par les équipes médicales, vit-il cette intrusion du soin et de la technique dans le domicile, espace de l'intime ?

Pour appréhender au plus près l'expérience d'aidant-e, nous avons opté pour une méthode de recueil originale : nous demandons au proche de tenir un journal vocal de leur quotidien. Une fois retranscrit et analysé, ce journal devient le support d'un entretien plus classique.

Les premiers résultats sont attendus pour la fin de l'été 2027.

Alice Lermusiaux est recrutée comme post-doctorante sur le projet PRISME II.



Alice Lermusiaux a fait ses études à l'UFR de Sociologie à Nantes Université. Ses travaux de recherche se trouvent à la croisée de la sociologie de l'éducation, de la santé, du genre et du travail. En master, elle s'est intéressée aux différences d'orientation genrées au lycée. Sa thèse intitulée « La conquête des sciences et des techniques. Une évolution qui ne révolutionne pas l'ordre du genre » porte sur la formation en soins infirmiers. Elle a été menée sous la direction de Marie Cartier et Sophie Orange et soutenue en 2021. Elle a ensuite occupé plusieurs postes d'enseignement à l'INSPE et à l'UFR STAPS, avant de réaliser deux recherches postdoctorales en sociologie de la santé à l'IMT Atlantique. La première, OptiHSoins, était un travail pluridisciplinaire menée avec Sarah Ghaffari sur la question du planning des soignant-es. La deuxième, réalisé avec Bénédicte Geffroy dans le cadre du Labex Dholmen, s'intéressait au développement d'une nouvelle technique thérapeutique (la RIV) au sein de service de médecine nucléaire.

Elle a rejoint depuis septembre l'enquête PRISMES II qui s'inscrit dans la Chaire « Ouverture sociale dans l'enseignement supérieur ». Cette recherche portée par Sophie Orange et Claire Lemêtre cherche à saisir les projections et les perceptions dans l'enseignement supérieur des élèves de terminale. Elle fait suite à une enquête similaire qui a eu lieu en 2014. L'enjeu est d'appréhender les représentations actuelles des lycéen-nes et de les mettre en perspective avec celles d'il y a 12 ans. Il s'agit d'interroger la manière dont les élèves font leur choix d'études supérieures, de comprendre les filières faisant partie de leur univers des possibles et la manière dont ils les hiérarchisent. Pour y répondre, une enquête quantitative est envisagée. Il s'agira de réinvestiguer les lycées précédemment enquêtés en administrant un questionnaire à un échantillon de 5 000 élèves de terminale des Pays de la Loire. Une enquête qualitative viendra compléter ce travail.



Accueil d'une nouvelle collègue en délégation CNRS

Pauline Seiller, maîtresse de conférences à l'université de Caen et au laboratoire ESO (Espaces et sociétés), est accueillie en délégation CNRS au CENS pour l'année 2026-2027.

Ses travaux relèvent principalement de la sociologie du travail et de la sociologie des classes populaires. Après une thèse soutenue en 2012 sur des fractions ouvrières stabilisées aux chantiers navals de Saint-Nazaire, elle a mené des travaux sur d'autres segments du monde ouvrier (ouvrier·es de l'industrie agroalimentaire, travailleurs détachés) et sur d'autres mondes professionnels (employées de la petite enfance, archivistes de la fonction publique territoriale, personnel de l'université).

Son projet de recherche dans le cadre de cette délégation s'intitule « Des ouvrier·es en formation : rapport au travail et à la mobilité professionnelle dans les milieux populaires ». Il porte sur les mobilités professionnelles des ouvrier·es d'industrie, dans un contexte d'étroitesse des chances de promotion interne dans les entreprises et d'individualisation des carrières bien documenté par ailleurs. À partir d'une enquête qualitative sur deux territoires très différents sur le plan des employeur·ses et des caractéristiques de la main-d'œuvre – le bassin industriel nazairien, et un bassin industriel et rural dans l'Orne –, la recherche s'intéresse spécifiquement à la formation continue, qui peut constituer une des voies de mobilité professionnelle pour certains segments du monde ouvrier et participer à recomposer les hiérarchies ouvrières autour des enjeux de qualification.

Son année de délégation sera aussi consacrée à la poursuite du travail collectif engagé dans le cadre de l'ANR « Euroclass » coordonnée par Étienne Pénissat (CMH) sur les transformations des classes populaires en France, sous l'angle des mobilités intra-européennes et de leurs conséquences sur leurs conditions de travail et d'emploi et leurs styles de vie. Dans cette recherche, elle participe à l'enquête collective portant sur les travailleur·ses détaché·es dans la construction navale à Saint-Nazaire.

L'accueil en délégation au CENS lui permettra de participer à la vie scientifique du laboratoire et à un dialogue scientifique rapproché avec les collègues qui travaillent sur des objets relativement proches, sur les classes populaires, la sociologie de l'éducation et de la formation et la sociologie du travail.



Trois collègues du CENS en délégation CNRS

Ludivine Balland

Ce projet de recherche s'inscrit dans le prolongement direct de l'Habilitation à diriger des recherches (HDR) de Ludivine Balland, consacrée à la socialisation professionnelle des professeur·es des écoles en France.

À partir d'une enquête menée sur plusieurs années au sein d'un INSPE, elle cherche à comprendre comment des individus socialement différents sont transformés en professeur·es des écoles : comment en viennent-ils et elles à adopter des pratiques professionnelles similaires et à s'accorder sur des perceptions communes de leur métier, de ses hiérarchies et de ses modes d'action ? Il s'agit ainsi d'étudier la rencontre entre une institution de formation spécifique et des individus aux parcours biographiques et aux ressources sociales variés.

Le projet vise ainsi à prolonger cette recherche par une comparaison avec le Québec. Cette comparaison, dans des configurations institutionnellement contrastées, permettra d'interroger les savoirs diffusés et les normes professionnelles produites au sein de la formation. Elle portera également sur les parcours des étudiant·es qui entrent dans ces formations. Il s'agira alors d'analyser la socialisation institutionnelle sous l'angle de la rencontre entre des trajectoires socialement situées et des prescriptions de la formation professionnelle, ainsi que les modalités d'ajustement qui en découlent.

Cette enquête sera réalisée lors d'un séjour de recherche de six mois à l'Université de Montréal, au sein du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE). Elle reposera sur un dispositif méthodologique mixte, construit dans la continuité de celui mobilisé pour l'enquête française : des observations des différents espaces de la formation professionnelle des professeur·es des écoles (PE), l'analyse des maquettes du travail institutionnel réalisé dans ce cadre, un questionnaire auprès des PE en formation à l'enseignement primaire et des entretiens semi-directifs.

Ce séjour permettra ainsi d'amorcer le second terrain d'une recherche comparative sur les processus de socialisation professionnelle des enseignant·es du primaire en France et au Québec.



**Marie David**

Marie David est accueillie en délégation au CENS pour un an pour y mener un projet de recherche intitulé : « Le travail des savoirs à l'université ; enquête sur le contenu et l'articulation des tâches des enseignant-es du supérieur ». Ce projet s'intéresse au travail des enseignant-es à l'université, c'est-à-dire toutes celles et ceux dont l'activité principale est l'enseignement, y compris les enseignant-es-chercheur-es, mais aussi les Personnels enseignants du second degré affectés dans le supérieur (Prag), contractuels, doctorant-es ayant des missions d'enseignement, etc.

L'ensemble des transformations du contexte politique, structurel, organisationnel et de financement de l'enseignement supérieur et de la recherche depuis une vingtaine d'années ont en effet profondément modifié le cadre du travail dans les universités. De précédentes recherches en ont montré les effets sur la

variété et la quantité des tâches à effectuer, sur les conditions d'emplois, etc. Le travail des enseignant-es universitaires et ses transformations récentes restent cependant mal connus. Cette recherche propose une entrée par les tâches réalisées au quotidien, afin de saisir quel est le contenu du travail, dans quels lieux il se réalise, et comment les enseignant-es font avec les contraintes auxquelles elles et ils sont confrontés. Elle vise à contribuer à une sociologie du travail dans les institutions d'enseignement supérieur, en cherchant à saisir non seulement le temps consacré à chaque tâche, mais aussi comment celles-ci s'articulent.

L'étude du travail des enseignant-es consiste à recenser et analyser l'ensemble des activités qu'ils réalisent d'ordinaire au sein des universités. Le travail des enseignant-es est appréhendé comme une action collective, de même que ses résultats : cours préparés et enseignés, faits scientifiques, projets de recherche, etc. Les dimensions officielles et les pratiques informelles des travailleurs sont prises en compte. Dans l'étude du travail, l'attention est portée sur l'exercice quotidien, sur les routines, ainsi que sur les manières de résoudre les problèmes usuels et extraordinaires qui se présentent : comment les professionnels travaillent-ils le temps alors qu'ils doivent articuler de multiples activités et que leurs tâches se diversifient ? Quelles sont les contraintes pratiques, matérielles, financières ou morales auxquelles ils doivent faire face ?

L'enquête mobilise la méthode des carnets d'emploi du temps, conçue et mise en œuvre dans la recherche conduite avec Ludivine Balland sur le travail des enseignant-es du secondaire. Pour prendre en compte les grandes variables du travail enseignant mises en évidence par les enquêtes existantes, l'enquête porte sur les enseignant-es de trois disciplines académiques et de quatre universités françaises.

**Valérie Rolle**

Largement minoritaire au début des années 2000, le nombre de tatoueur-ses initialement formé-es en arts s'est vivement accru depuis dix ans, s'accompagnant d'une féminisation inédite du métier. Si l'arrivée de cette nouvelle génération de professionnel·les n'a pas mis fin aux logiques de cooptations qui prévalent dans les modes d'accès au métier, dont l'apprentissage se fait encore aujourd'hui « sur le tas », son poids numérique semble avoir fragilisé le pouvoir de sélection détenu par les « anciens » et mis à mal les « conventions esthétiques » jusque-là dominantes. Le terrain de recherche que Valérie mènera cette année par observation et entretien dans les villes de Nantes, Paris et Marseille, vise à saisir les ressorts de cette arrivée massive de professionnel·les doté-es d'un capital culturel souvent certifié, et à observer les

transformations du métier entraînées dans ce sillage. Cette arrivée lui semble d'abord découler de conditions d'insertion et de maintien fragilisées sur le marché de l'emploi artistique, où « vivre de son art » ou « faire de la création » n'est accessible qu'à un contingent limité d'appelé-es. Le marché du tatouage, en pleine expansion depuis le milieu des années 1990, continue, malgré sa saturation, à offrir une voie de « reclassement », cette fois à des artistes visiblement moins assuré-es d'être élu-es dans l'espace artistique (en particulier pour les femmes dans les arts visuels) ou de se stabiliser sur des postes impliquant un travail de création (pour les diplômé-es d'arts appliqués), alors que cela concernait surtout des hommes issus de milieux populaires jusque-là, comme Valérie l'a étudié dans sa thèse. L'entrée massive de tatoueur-ses culturellement doté-es dans le métier lui paraît également découler de transformations survenues sur le marché du tatouage lui-même. La diffusion du « pen » à partir de 2014 (un stylo à tatouer aux réglages aisés par rapport au « dermographe » à bobines), cumulée à l'existence d'un contingent suffisamment élevé de tatoueur-ses de plus haute extraction sociale et culturelle, semblent avoir conjointement court-circuité le pouvoir détenu par les tatoueur-ses de « street shop traditionnels », composés en majorité d'hommes disposant d'un faible capital scolaire. Quels effets cela a-t-il sur la structuration du métier, sur ses hiérarchies professionnelles et esthétiques ou encore sur sa reconnaissance artistique ? Valérie espère pouvoir y répondre grâce à cette délégation CNRS qui sera menée pendant un an au sein du Cresppa.



Centre d'analyse des données sur les défaillances d'entreprises (CADDE)

Suite aux travaux du projet Défaillances économiques des cafetiers, hôteliers, restaurateurs (DEFCHOR)[1] dirigés par Élise Roullaud et Antoine Vion, ces derniers ont initié la signature d'une convention de collaboration scientifique début 2025 entre Nantes Université pour le CENS et le Conseil national des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires (CNAJMJ). Quatre axes de travail sont poursuivis dans ce cadre : le suivi longitudinal des défaillances, les usages différenciés des procédures de prévention, les profils et carrières de dirigeants d'entreprises en difficulté, les difficultés propres aux différentes filières d'activité (Cafés-hôtels-restaurants, transport, sécurité, agriculture, etc.). Le Centre d'analyse des données sur les défaillances d'entreprises (CADDE) est constitué pour traiter scientifiquement les données dont disposent les partenaires.

Ce travail a pour l'instant donné lieu à une série de notes d'analyses publiées dans l'Officiel des difficultés des entreprises et des publications académiques sont en préparation sur la question du rôle des professions judiciaires dans la construction de données économiques et sur les problèmes statistiques de construction et des usages possibles d'un taux de défaillance d'entreprises. Des études sur le rapport genré au risque économique sont également en cours, ainsi que sur les inégalités d'accès aux procédures de prévention, dans la lignée des travaux sur la *legal consciousness*.

L'initiative du CADDE fait l'objet d'un soutien de l'INSHS et fera l'objet d'une convention de création de laboratoire commun CNRS lorsque la collaboration entre les partenaires aura avancé sur les quatre axes du projet scientifique, probablement fin 2027 ou début 2028.

[1] <https://institutrobertbadinter.fr/fr/publications/defaillances-economiques-des-cafetiers-hoteliers-et-restaurateurs-prises-en-charge-institutionnelles-et-consequences-biographiques/>



Soutenance d'HDR de Tristan Poullaouec

Vendredi 12 juin 2026, Tristan Poullaouec a soutenu au CENS une habilitation à diriger des recherches en sociologie. Le jury était présidé par Mathias Millet, professeur de sociologie à l'université de Poitiers (GRESO). Les trois rapporteurs étaient Philippe Coulangeon, directeur de recherche CNRS en sociologie à l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (CREST), Géraldine Farges, professeure de sciences de l'éducation et de la formation à l'université Bourgogne Europe (IREDU) et Sandrine Garcia, professeure de sociologie à l'Institut d'études politiques de Lyon (TRIANGLE). La garante était Marie Cartier, professeure de sociologie à Nantes Université (CENS). Intitulé « Sociologie des conditions d'apprentissage. Familles, institutions scolaires, politiques publiques », le mémoire d'habilitation argumente ce programme de recherches. Un premier volume (« Note de synthèse : du plan large au plan rapproché », 162 p.) retrace le parcours d'enseignant et de chercheur ayant conduit à placer au centre de la réflexion les conditions de possibilité des apprentissages scolaires dans la société française contemporaine. Après avoir étudié les transformations des comportements scolaires des familles ouvrières depuis les années 1960 et le rôle décisif des acquis de l'école primaire dans les inégalités d'apprentissage, les recherches se sont orientées vers les parcours des étudiants à l'université. Cette synthèse débouche sur les recherches en cours sur la composition sociale des publics scolaires et sur les conditions matérielles d'existence dans les parcours d'étude.

Le second volume (« Mémoire original : travaux de sociologie de la scolarisation », 133 p.) présente des travaux sur deux objets. D'une part, l'étude d'une mobilisation contre les groupes de niveau montre comment l'opposition des enseignants et des parents a facilité le projet en faveur de la mixité sociale au collège en Loire-Atlantique. D'autre part, une synthèse sur les étudiants esquisse un espace social de l'enseignement supérieur, très dépendant des parcours scolaires en amont. Un hiatus se creuse toutefois entre le capital culturel institutionnalisé et le capital culturel incorporé, ce qui invite à formuler l'hypothèse d'un nouveau régime de sélection scolaire. Le troisième volume (« Recueil de publications », 189 p.) rassemble dix textes illustrant ces priorités, mais aussi d'autres fils rouges, notamment les catégorisations de l'espace social et des classes populaires.



© Reguina Hatzipetrou-Andronikou



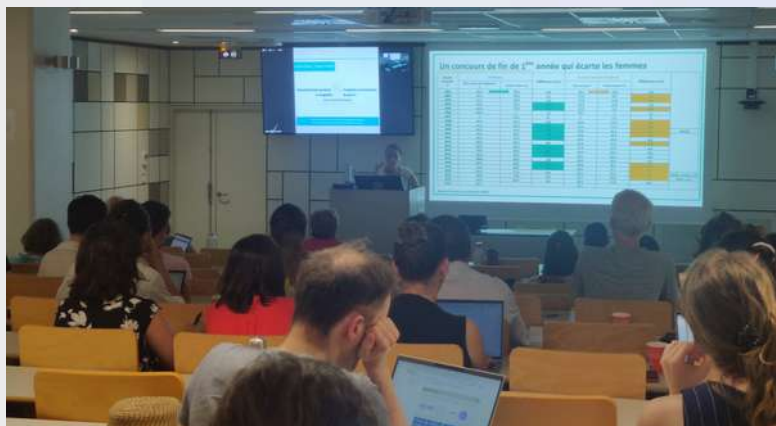
Journée de clôture de l'ANR PULWAR

Le 23 juin 2026 s'est tenue la journée d'étude de clôture du projet Pulwar, financé par l'ANR (Agence nationale de la recherche), portée par Aurore Deledalle au Laboratoire de psychologie des Pays de la Loire (LPPL) et s'intéressant au choix et au déroulement des carrières hospitalo-universitaires des jeunes médecins. Au CENS, ce projet a été porté par Sophie Orange (responsable du work-package 3), Elsa Boulet et Mathilde Julla-Marcy, qui ont toutes les trois activement participé à l'organisation et à l'animation de la journée, avec le soutien indispensable de Lucie Grillon pour la gestion logistique, administrative et financière.

Intitulée « Attractivité des carrières hospitalo-universitaires et inégalités de genre : de la recherche à l'action », l'objectif de la journée était d'articuler présentation des résultats de l'étude, mise en perspective grâce à des conférences assurées par des chercheuses invitées, et réflexion sur les leviers d'action à l'échelle des institutions et des professionnels pour rendre les carrières hospitalo-universitaires plus ouvertes et équitables. Elle a rassemblé plus d'une cinquantaine de personnes sur place (dans un bâtiment relativement préservé de la canicule) et en ligne, de tous horizons : sociologues, psychologues, collègues de l'université, étudiant-es en médecine et médecins en poste, etc.

Après l'ouverture institutionnelle, Maud Gelly, sociologue chargée de recherche au CESSP, a présenté lors d'une conférence magistrale les résultats de plusieurs enquêtes collectives auxquelles elle a participé portant sur la relation des médecins au service public, sous l'angle de leurs socialisations croisées de genre, de classe et professionnelle. Ses réflexions sur les rapports des médecins au temps et à l'argent, différenciés selon leur trajectoire, ont largement résonné avec les résultats de l'enquête PULWAR. La journée a ensuite été rythmée par trois ateliers articulant une communication en sociologie et une communication en psychologie pour présenter les différentes dimensions investiguées dans le projet Pulwar. Sur le volet sociologique, Sophie Orange a commencé par dresser un portrait général des parcours dans les études médicales puis dans la carrière hospitalo-universitaire, en pointant la relégation des femmes au fil de ces parcours et en mettant en perspective le discours sur la baisse des vocations pour ces carrières au regard des mécanismes de cooptation qui y président. Mathilde Julla-Marcy a porté le regard sur les expériences de recherche des internes lors de « l'année recherche », une césure dans l'internat qui permet de faire un stage long en laboratoire. Ces expériences entrent en tension avec les expériences antérieures des étudiant-es, sur les dimensions de rapport à l'apprentissage, du rapport au temps et à leur place dans la division du travail. Enfin, Elsa Boulet a montré comment l'accès aux postes hospitalo-universitaires titulaires s'inscrit dans une temporalité longue durant laquelle il faut articuler calendrier personnel et professionnel, dans une double logique de planification à long terme (des postes visés, des grossesses, des périodes de mobilité internationale, etc.) et de forte incertitude sur la possibilité d'accéder à un poste, qui participe à défavoriser structurellement les femmes.

La journée a été également ponctuée d'une table ronde finale et était suivie par Liv Guilloteau, facilitatrice graphique qui a produit des planches pour présenter synthétiquement les résultats et Sophie Podevin, journaliste scientifique qui réalise un podcast de vulgarisation.



Journées de clôture de l'ANR CHOICE

Les 25 et 26 juin 2026 se sont tenues les journées finales de l'ANR CHOICE, coordonnée par Karine Lamarche. Elles avaient pour objectif de réunir les membres du projet ainsi que des collègues travaillant sur des problématiques proches, afin de mettre en discussion les résultats de cette recherche collective et de les confronter à d'autres travaux.

Intitulées « Produire et contester l'ordre colonial israélien », ces journées étaient organisées autour de trois sessions thématiques consacrées aux mécanismes et ressorts de l'ordre colonial, aux solidarités militantes et à leurs asymétries, ainsi qu'aux engagements antisionistes et décoloniaux.

Elles ont permis de croiser des travaux portant notamment sur les dimensions juridiques et spatiales de la colonisation, sur les formes de solidarité entre Israélien·nes et Palestinien·nes et sur les transformations des engagements militants depuis le 7 octobre 2023. Plusieurs membres du CENS ont contribué aux échanges, à différents titres : Mathilde Julla-Marcy a ouvert les journées ; Anaïs Gollain et Karine Lamarche y ont présenté leurs travaux ; Benjamin Ferron et Margot Delon ont discuté deux des sessions ; et Antoine Vion a animé la présentation du travail photographique de Martin Barzilai sur les Refuzniks israélien·nes.

Le programme scientifique était complété par la présentation du travail photographique de Martin Barzilai sur les refuzniks israéliens, ainsi que par deux projections au cinéma Le Concorde : *Coexistence, mon cul !* d'Amber Fares et *La Terre parle arabe* de Maryse Gargour. Cette seconde projection était suivie d'une table ronde qui a réuni Sadia Agsous-Bienstein, Sandrine Mansour et Jihane Sfeir. L'exposition de Martin Barzilai, « Israël-Palestine, fragments de résistance », précédemment présentée à la BU Lettres, a par ailleurs été installée au Concorde, où elle a donné lieu à un vernissage.

Initialement prévues à la MSH Ange Guépin, ces journées finales ont dû être déplacées une première fois en raison des exigences formulées par le pôle sécurité de Nantes Université, puis une seconde fois du fait des conditions climatiques extrêmes qui ont marqué cette fin de mois de juin à Nantes. Ces conditions ont par ailleurs conduit une partie des participant·es à intervenir à distance, mais l'ensemble des communications prévues a néanmoins pu avoir lieu.



La valeur du service public - une conférence publique coorganisée avec le Centre d'histoire du travail (CHT)

Le 14 septembre 2026 avait lieu, dans la salle d'exposition de la Maison des hommes et des techniques, la première conférence publique de l'année, autour de l'ouvrage *La valeur du service public*, en présence de deux de ses auteur·rices Claire Lemerchier et Willy Pelletier. Comme pour les précédentes organisées avec le CHT, l'objectif de cette conférence « hors les murs » était de s'adresser à un public large, notamment de militantes et militants syndicaux. L'ouvrage s'y prêtait bien puisqu'il s'agit d'une compilation, à destination du grand public, des très nombreux travaux d'histoire et de sociologie qui ont étudié la genèse et les dynamiques de transformations des services publics. Présenté de façon pédagogique en courts chapitres incarnés par des cas précis et illustrés de dessins, le livre revient sur des questions essentielles relatives au statut de fonctionnaire, à leur rémunération, à l'évolution de leur nombre, aux différences entre emploi public et services publics, aux logiques de transformation de la « gouvernance » des services publics (avec l'introduction notamment du *New Public Management*). Le public n'était pas très nombreux (une quinzaine environ), mais la discussion fut riche, permettant des retours d'expérience intéressants, comme celui d'une salariée racontant la mise en œuvre d'une prime d'intéressement à la Sécurité sociale, indexée à l'atteinte d'objectifs chiffrés et permettant une mise en concurrence des services à l'échelle locale et nationale. Le partenariat avec le CHT est à poursuivre pour ce type de rencontres, en continuant de réfléchir sans doute à la façon d'attirer un public plus large et diversifié. Par ailleurs, le CENS continue de s'associer à des pôles scientifiques et culturels nantais : une conférence est par exemple prévue le 13 mai 2027 à Cosmopolis, avec Juliette Dupont autour de la politique des visas et du filtrage des mobilités internationales.





Doctoriales 2026 du RESUP

Dans le cadre de la Chaire Ouverture sociale de Nantes Université, Ludivine Balland, Mary David et Sophie Orange, avec le soutien d'Amélie Canu et Lucie Grillon, ont participé à l'organisation des Doctoriales 2026 du RESUP (Réseau d'études sur l'enseignement supérieur), les 4 et 5 juin 2026.

Ces journées de Doctoriales, qui ont lieu tous les deux ans dans une ville différente, sont ouvertes aux doctorants, doctorantes et jeunes docteur-es travaillant sur l'enseignement supérieur et la recherche, dans différentes disciplines. Créé en 2002, le RESUP est un réseau international qui a pour objectif de susciter et de développer la recherche sur l'enseignement supérieur dans les domaines de la sociologie, des sciences politiques, de l'économie, de la géographie, de l'histoire et des sciences de l'éducation. Ces Doctoriales sont l'occasion pour un nombre limité de contributeurs (11 cette année) de présenter un « papier » sur une question ciblée (chapitre de thèse, article en cours de rédaction). Ils et elles sont ensuite discutés longuement par un autre communicant « junior » et un-e chercheur-e « senior ». Ce qui constitue une autre spécificité de ces journées, c'est que les échanges se font en petit comité, l'événement n'étant pas ouvert au public et le programme ne fait pas l'objet d'une diffusion au-delà du cercle des participant-es. Cette nouvelle édition a été une grande réussite, de l'avis des participant-es, malgré la forte chaleur qui a obligé à se déplacer de la MSH aux Chantiers navals entre la première et la deuxième journée, grâce à la réactivité et l'efficacité de Lucie Grillon. Les échanges ont notamment porté sur les profils des étudiant-es des grandes écoles (commerce, ingénieurs), les effets des choix de spécialité du baccalauréat sur les projets d'orientation post-bac, les logiques économiques des étudiant-es ou encore les pratiques de réorientation en licence. Nous tenons à remercier ici plusieurs collègues du CENS qui ont accepté de jouer le rôle de discutant-e, parfois à la dernière minute : Géraud Lafarge, Fabienne Pavis, Sarah Ghaffari. Un grand merci à eux et à toute l'équipe du CENS pour leur soutien.



Colloque autour du travail empêché des enseignant-es

Le colloque « Le plus beau métier du monde ? Le travail empêché des enseignant-es à l'heure du Nouveau management public » a été organisé à l'Université Paris 8 les 18 et 19 juin 2026 par trois réseaux thématiques de l'AFS, le RT « Éducation » du CNRS et de l'AFS, le CENS et dix autres unités de recherche.

Le colloque a permis d'interroger les évolutions et la situation des professions d'enseignant-e dans le premier degré, le second degré et le supérieur. Au-delà des spécificités propres aux diverses professions, corps, statuts, établissements, disciplines et territoires d'exercice, nous avons pu identifier différents points communs à ce que vivent de très nombreux enseignant-es dans l'Éducation Nationale et dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche. Les questions suivantes ont été abordées, principalement pour la France, mais aussi par des communications portant sur le Québec, le Brésil, le Chili et l'Angleterre : comment le contenu du travail d'enseignement a-t-il évolué et continue-t-il d'évoluer sous l'effet des injonctions à la diplomation et à la professionnalisation, des objectifs d'efficience, des contraintes budgétaires, des commandes politiques et des attentes sociales renouvelées, mais aussi en lien avec les évolutions des publics et la numérisation multiforme ? Dans quelle mesure ces évolutions modifient-elles (ou non) le cœur du métier, le sens que les professionnel·les lui donnent et la façon de le vivre ? Comment ont été et sont transformées les conditions de travail des enseignant-es à l'école, au collège, au lycée, à l'université et au sein des autres établissements ? De quelle façon le temps de travail a-t-il évolué, qu'en est-il des surcharges, quelle forme et quelle intensité prennent les débordements des temps et lieux de travail sur les temps et lieux de vie personnelle et familiale ? Quels effets ont les évolutions du management des établissements, du déroulement des carrières et des conditions d'exercice du métier sur le moral, la santé et l'engagement des enseignant-es ? Quelles réalités se cachent derrière « la perte d'attractivité » des métiers de l'enseignement ? Quels liens avec les évolutions des modalités de recrutement, de formation, de rémunération, de carrière, et aussi la place et la valorisation dans la société de l'École, du savoir, des sciences, des intellectuel·les, des enseignant-es ? Quels sont les effets des différentes formes de précarisation atteignant ces professions ? Observe-t-on cette « perte d'attractivité » dans tous les segments du système éducatif ? Quelles représentations en ont celles et ceux qui envisagent de s'y engager ? Comment les conditions de travail et d'emploi sont-elles évoquées dans les lieux de formation et de socialisation tels les INSPE, les écoles doctorales ou les unités de recherche ?



Des nouvelles du projet BD : entrer dans les coulisses de la recherche en sociologie

L'équipe du projet BD, constituée de collègues du CENS d'horizons divers – doctorante (Carmen Meslier), jeune chercheuse (Anna Mesclon), maître-sses de conférences (Marie Charvet, Nicolas Rafin, Valérie Rolle, Estelle d'Halluin), chargée de recherches CNRS (Margot Delon), professeure (Sophie Orange), chargée de médiation scientifique (Amélie Canu) – s'est réunie pour une série de trois ateliers en juin et juillet 2026, sous la supervision de Jil Guillot, illustrateur, qui nous a accompagné-es afin de construire collectivement la représentation du laboratoire et des pratiques de recherche la plus adéquate, en vue d'une présentation à un public de curieux-ses, de lycéen-nes et d'étudiant-es intéressé-es par la sociologie. Après plusieurs discussions collectives, l'équipe est tombée d'accord pour réaliser une cartographie du laboratoire (mettant en scène ses différents lieux et les interactions du laboratoire avec le reste du monde) et présenter, *via* une métaphore culinaire, les différentes étapes d'un projet de recherche. Pour rappel, cette cartographie a pour objectif de permettre au grand public d'entrer dans les coulisses de la recherche et de répondre aux questions suivantes : « C'est quoi un laboratoire de recherche en sociologie ? », « Comment fonctionne-t-il ? », « Qu'est-ce qu'on fait au CENS ? », « Qu'est-ce que la sociologie et comment travaille un sociologue ? » Jil Guillot réalisera la carte et Carmen Meslier les dessins des six étapes du projet de recherche. Jil, Carmen et Amélie présenteront les premiers résultats liés à cette cartographie à la MSH Ange-Guépin à l'occasion des Journées « Faire•Dire - Écritures alternatives de la recherche en SHS » le 19 novembre 2026, à 9h50.



Retour sur les Journées du CENS à Pénestin

Cette année, les 19 et 20 juin 2026, comme tous les deux ans, c'est à Pénestin que se sont déroulées les journées du laboratoire, journées fort bien ensoleillées, animées et suivies. En effet, outre des trolls en fin d'après-midi à leur grand dam puisqu'ils furent découpés menus, de nombreux membres du CENS avaient fait le déplacement. Il faut dire que, comme d'habitude, l'accueil était parfait, l'ambiance conviviale. Parlant de la qualité scientifique des débats que nous avons la responsabilité d'organiser, force est de constater que cette fois encore, ils furent de haute tenue. La première matinée a permis à Julien Aubry de présenter les premiers résultats de sa thèse en cours sur le logement des jeunes, à Eve Meuret-Campfort d'ouvrir à la discussion un de ses nouveaux projet de recherche à propos des conflits de valeurs dans l'industrie de l'habillement, et à Sébastien Fleuriel de rendre compte de son enquête en cours sur les vendeurs de boîtes de nuit. Ainsi, c'est la diversité des statuts des chercheur-ses du CENS (doctorant-e, chercheur-e et enseignant-e-chercheur-se) et des objets de recherche qui a pu apparaître avec ces communications. Les échanges fournis que ces présentations ont suscité avec l'ensemble du public témoignaient non seulement de leur intérêt mais aussi du caractère partagé par tous les membres du CENS de la vision de ce qu'est le travail de sociologue. Le vendredi après-midi, comme à l'accoutumée, un chercheur invité, Charles Soulier de l'université Paris 8 et membre du CESSP, mais qui, et là c'est moins habituel, nous avait fait le plaisir de rester tout le week-end avec nous, a exposé, non pas un livre qu'il venait de publier, mais les recherches qu'il mène depuis plusieurs années sur les étudiant-es (de Paris 8 justement) et la religion. Là encore, les échanges lancés par la discussion que fit Annabelle Caprais, qui a travaillé sur les questions des libertés religieuses dans le sport, furent nombreux. Pour poursuivre une tradition déjà ancienne, c'est, non à la sieste, mais à la projection d'un documentaire *La ferme des Bertrand* de Gilles Perret, que fut consacrée la matinée du samedi. Caroline Mazaud, chercheuse associée au CENS et actuellement maîtresse de conférences à l'École supérieure d'agriculture d'Angers et donc spécialiste du monde agricole, proposa un commentaire de ce film qui ouvrit la discussion sur les nombreuses dimensions très « sociologiques » de ce film.





Soutenance de thèse de Victor Lecomte

Victor Lecomte a soutenu le 3 juillet 2026 sa thèse de doctorat intitulée « Le spectre de Stewball. Sociologie du champ économique des activités équine », sous la direction de Sébastien Fleuriet (professeur, Centre nantais de sociologie) et Sophie Orange (professeure, Centre nantais de sociologie).

Jury

Lise Bernard (chargée de recherche CNRS, CMH, ENS-PSL)

Antoine Bernard de Raymond (directeur de recherche INRAE, BSE, Université de Bordeaux)

Gilles Laferté (directeur de recherche INRAE, CESAER)

Maud Simonet (directrice de recherche CNRS, IDHES, Université Paris Nanterre)

Cette thèse prend pour objet les éleveurs d'équidés et les activités économiques qui les rassemblent. Alors que les activités équine regroupent des usages de masse bien identifiés constituant des économies sectorielles conséquentes, les groupes sociaux qui s'y activent composent une population méconnue, aux frontières floues et marquées par une hétéronomie subie par la profession agricole. Tout aussi divers que les pratiques auxquelles ils s'adonnent, les éleveurs sont dotés de caractéristiques sociales variées et de conditions économiques inégales, tandis qu'ils sont aux prises avec une incertitude inhérente au travail avec des êtres vivants.

Afin de rendre compte de l'hétérogénéité de ce groupe et des enjeux qui entourent les activités équine, l'enquête s'est appuyée sur divers matériaux empiriques (entretiens biographiques, questionnaire et archives, etc.). Articulé en quatre temps, le manuscrit expose les liens entre l'histoire des usages équine et de leur régulation, les singularités et les structures économiques des activités équine, et les trajectoires des éleveurs en leur sein. Elle revient d'abord sur l'histoire des usages des équidés, de leur administration et de leur quantification. Puis elle présente une sociographie générale du groupe des éleveurs. Elle aborde ensuite les trajectoires biographiques, les contraintes et les ressources clés des éleveurs envisageant de faire des équidés l'objet de leur occupation professionnelle. Enfin, elle interroge les caractères capitaux de l'économie des activités équine, la structuration de ce qui prend la forme d'un champ de production économique, les hiérarchies économiques et symboliques en leur sein.



Soutenance de thèse de Florian Police

Florian Police a soutenu le 10 juin 2026 sa thèse de doctorat intitulée « Sociologie politique de la décarbonation. Le cas du développement des énergies renouvelables dans l'Ouest (France) », sous la direction de Corinne Delmas (professeure, Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés) et Sophie Orange (professeure, Centre nantais de sociologie).

Jury

Anne-Cécile Douillet (professeure des universités, CERAPS, Université de Lille)

François-Mathieu Poupeau (directeur de recherche CNRS, LATTs, Université Gustave Eiffel)

Julian Mischi (directeur de recherche INRAE, IRISSO, Université Paris-Dauphine PSL)

Stéphanie Dechézelles (professeure des universités, TREE, Université de Pau)



Cette thèse s'intéresse à la territorialisation des politiques de décarbonation et à la capacité des acteurs territoriaux à gouverner les enjeux énergétiques en lien avec le développement des énergies renouvelables (EnR). Elle s'appuie sur la comparaison de trois territoires départementaux au sein de la région Pays de la Loire (Loire-Atlantique, Sarthe, Vendée) et mobilise un corpus de matériaux issus d'une enquête qualitative qui articule documents de politiques publiques, presse, archives, observations et entretiens menés auprès d'acteurs politiques, administratifs, économiques et des opposants à des projets d'EnR. Elle puise dans la sociologie politique de l'action publique, des mondes ruraux et des mobilisations, pour proposer une sociologie politique de la décarbonation qui questionne les rapports de pouvoir mis en jeu par le développement des EnR. Cette thèse propose le concept de « régime énergétique territorial » et le mobilise dans une première partie pour analyser comment la territorialisation des politiques de décarbonation contribue à la réinsertion des pouvoirs locaux dans le jeu de la régulation territoriale des enjeux énergétiques. Elle met en évidence l'émergence de nouveaux arrangements politico-institutionnels autour de la maîtrise des réseaux, des flux d'énergie et des gisements de vent, de soleil ou de biomasse dont l'appropriation constitue un enjeu de pouvoir. Dans une seconde partie, l'analyse montre que les contestataires sont partie prenante de la territorialisation des politiques de décarbonation. La défense de l'environnement local mobilise des attachements inscrits dans des réseaux de sociabilités construits au fil des recompositions socio-économiques des espaces ruraux. Hétérogènes dans leur forme pratique et discursive, les contestations contribuent à faire des enjeux énergétiques des enjeux de dispute au sein des arènes politiques locales.



zoom sur les jeunes doctorant·es

Nouvelles·eaux doctorant·es

Zoé Jarreaud

Zoé Jarreaud débute une thèse intitulée « Le financement des études supérieures par les familles depuis 1991. Sociologie quantitative des mobilisations économiques familiales et de leurs effets sur l'obtention de diplômes », sous la direction de Tristan Poullaouec.

Après une licence au Cycle Pluridisciplinaire d'Études Supérieures de l'université Paris Sciences et Lettres, Zoé Jarreaud s'oriente vers la recherche en sociologie et intègre l'École normale supérieure (ENS) Paris-Saclay. Elle se forme alors plus spécifiquement aux méthodes quantitatives, au sein des masters Sociologie quantitative et démographie de l'université Paris-Saclay et Quantifier en sciences sociales de l'EHESS. Elle réalise des mémoires de recherche en sociologie de l'éducation sur l'enseignement primaire. Au cours de ses études, elle réalise plusieurs stages, notamment au service statistique du ministère de l'Éducation nationale (Depp), et auprès de la chercheuse Alizée Delpierre pour la co-écriture d'un article sur l'esclavage moderne en France. Dans le cadre de sa dernière année du diplôme de l'ENS, elle réalise un stage de recherche au Centre d'études démographiques de Barcelone, où elle participe à l'écriture d'un article sur les inégalités de genre dans l'accès à la propriété privée chez les célibataires en Europe, qu'elle présente à la conférence RC28 de l'Association internationale de sociologie.

Ces diverses expériences de recherche, en sociologie de l'éducation, mais aussi de la famille et en sociologie économique, la conduisent à rédiger un projet de thèse intitulé : « Le financement des études supérieures par les familles depuis 1991. Sociologie quantitative des mobilisations économiques familiales et de leurs effets sur l'obtention de diplômes ». À partir de l'analyse quantitative de plusieurs bases de données nationales (de l'OVE et de la Depp) et d'entretiens avec des familles d'étudiants, cette enquête vise à réévaluer le rôle du capital économique dans l'obtention de diplômes. Il s'agit de comprendre comment les familles, aux aspirations élevées et aux ressources inégales, se mobilisent pour financer les années d'études supérieures, et ce que cette mobilisation produit sur l'obtention de diplômes par les étudiants. L'enquête interroge également l'évolution de ces mobilisations familiales et de leurs effets dans le temps, en mettant en regard les transformations de l'enseignement supérieur depuis le début des années 2000.



Julie Meunier

Julie Meunier débute une thèse intitulée « Le marché plutôt que l'art ? De la prise de position de l'école à la socialisation des étudiant·es : le cas de l'École de Design Nantes Atlantique », sous la direction de Sophie Orange et Valérie Rolle.

Pendant sa carrière de designer indépendante, Julie Meunier enseigne dans une école spécialisée en design. Exposée aux orientations stratégiques de l'établissement, à leurs effets sur les pratiques pédagogiques et aux questionnements des étudiant·es sur leurs projections professionnelles, Julie s'intéresse progressivement aux enjeux liés à la formation des designers. Elle entreprend alors une réorientation vers la sociologie en intégrant le master de sociologie de Nantes Université, parcours TET. En master 2, elle s'intéresse au processus de recrutement et d'orientation des étudiant·es de l'EDNA. Elle met en évidence des tensions entre attractivité pédagogique et alignement avec les attentes perçues du marché de l'emploi, ainsi que les mécanismes de réajustement des aspirations étudiantes vers des conceptions du design considérées comme plus compétitives professionnellement.

Dans le prolongement de ce travail, la thèse s'intéresse à la manière dont les écoles supérieures de design s'ajustent aux transformations des métiers créatifs dans un contexte de mutations économiques, sociales et technologiques, et analyse leurs effets sur la socialisation scolaire et professionnelle des étudiant·es. La recherche contribue à la sociologie de l'éducation en documentant les dynamiques de professionnalisation et de privatisation de l'enseignement supérieur dans deux secteurs encore peu étudiés : les établissements privés et les formations artistiques. Elle s'inscrit également dans la sociologie de la culture et des métiers artistiques, en étudiant les processus de hiérarchisation et de légitimation qui structurent le champ des arts appliqués et du design, notamment à travers les tensions entre logiques artistiques et logiques de professionnalisation.

Le projet s'inscrit dans une démarche à forte dimension ethnographique et adopte une approche multi-niveaux : structurelle, à travers la position de l'école dans le champ de la formation en design ; organisationnelle, à travers le déploiement des différentes filières ; et individuelle, à travers la manière dont les étudiant·es s'approprient, ou non, l'intégration croissante de logiques de marché dans leur formation. Cette approche croisée permettra ainsi de mettre en relation les transformations structurelles du secteur, les orientations institutionnelles et les expériences étudiantes.



**zoom****sur les jeunes doctorant·es**

Lény Vacques



Lény Vacques débute une thèse intitulée « Conditions de mise en œuvre et de pérennisation des sciences participatives : le cas du projet Sauvage de ma rue », sous la direction de Philippe Charrier et Florian Charvolin (Centre Max Weber).

À la suite d'une licence en sociologie à Montpellier, Lény intègre le parcours Terrains, enquêtes, théories. Durant ce dernier, il produit deux mémoires sur le thème de la participation en recherche avec pour question directrice la problématique des postures et des relations entre chercheur·es académiques et non-académiques. Au cours de ce parcours, Lény reçoit un avis favorable pour bénéficier d'un financement de thèse provenant de la région Pays de la Loire.

En conservant les mêmes prismes empruntés durant ses années de master, relatifs à la sociologie de la participation et des sciences, il entend consacrer cette thèse à l'étude des sciences participatives. Ces dernières sont des programmes de recherche incluant des acteur·rices dits profanes à la récolte de données. Plusieurs questions animent ce projet : dans quelles conditions sociales, techniques et institutionnelles les dispositifs de sciences participatives peuvent-ils être mis en œuvre et stabilisés comme infrastructure durable de production de connaissances, et comment ces conditions façonnent-elles leurs rapports avec les sphères de l'action publique ? Comment ces dispositifs se traduisent-ils concrètement sur le terrain, et sous quelles formes se construisent les relations entre les porteurs du projet, les acteurs locaux et les participant·es ? Enfin, comment les connaissances issues des sciences participatives sont-elles susceptibles de circuler vers les instances de décision, et dans quelles conditions ces données peuvent-elles influencer les politiques environnementales ?

Pour répondre à ces questions, Lény compte ancrer son terrain sur un projet porté par le Muséum national d'histoire naturelle et animé par l'association Tela Botanica : Sauvage de ma rue. Ce dernier est un programme de science participative incluant des personnes non-professionnelles pour la récolte de données relatives aux plantes sauvages des espaces urbains. D'un point de vue méthodologique, l'enquête se fondera sur une base qualitative, notamment d'observation lors de sortie en plein air ou au contact des acteurs institutionnels. Des entretiens pourront être réalisés dans la perspective de mieux comprendre les raisons qui conduisent les acteur·rices à mettre en œuvre et participer au programme. Enfin, une analyse quantitative pourra venir compléter cette approche dans le but d'éclairer les profils des participant·es et leurs pratiques.

PHOTO DE CLASSE !

Le jeudi 3 juillet, dernier jour d'école, nous avons accueilli des élèves de l'école Leloup-Bouhier pour la restitution de notre projet « La sociologie dès l'école primaire ? ». Ils et elles ont pu découvrir le laboratoire, l'université et discuter avec les chercheur·ses qui les ont invité à la discussion. Le projet se poursuit avec un collectif qui se construit autour de cette idée de transmission des méthodes et du regard sociologiques dès l'école primaire et quatre interventions prévues dans trois écoles en 2027. N'hésitez pas à nous rejoindre ou à contacter Amélie Canu ou Margot Delon pour plus d'informations.





Publications

Articles dans des revues

Gala AGÜERO, **Kheloudja AMER**, Fanny HUGUES et **Victor LECOMTE** (2026), « Introduction. Approcher le genre par l'imbrication des scènes sociales rurales », *Genèses*, vol. 144, p. 3-15.

Gala AGÜERO, **Kheloudja AMER**, Fanny HUGUES et **Victor LECOMTE** (2026), « Une rencontre tardive. Entretien croisé entre Rose-Marie Lagrave et Florence Weber », *Genèses*, vol. 144, p. 102-118.

Romuald BODIN, **Naël LE BORGNE**, **Morgane LE HENANFF**, Claire LEMÊTRE, **Sophie ORANGE** (2026), « "On n'est pas des sachants". Les logiques thérapeutiques alternatives comme résistances populaires aux assignations institutionnelles ? », *Mouvements*, vol. 123, p. 88-96.

Anne CLERVAL, **Margot DELON** et Cécile VIGNAL (2026), Éditorial du dossier *La rente locative ordinaire et ses espaces*, *Espaces et sociétés*, vol. 197/1, p. 8-19.

Margot DELON (2025), « "Senza fine di lucro". L'hébergement catholique à Rome à l'heure de la touristification », *Métropoles* (en ligne), vol. 37.

Joseph GODEFROY et **Baptiste VIAUD** (2026), "A Transatlantic Cleavage in Sport Regulation: French Policy Responses to the Enhanced Games", *Front. Sports Act. Living*, vol. 8.

Emma KERLEAU, **Sophie ORANGE** et Sonia PROT-LABARTHE (2026), « Genre et exercice officinal. Une enquête à destination des pharmaciens et pharmaciennes d'officine », *Annales pharmaceutiques françaises* (en ligne).

Carmen MESLIER (2026), « Le don d'outre-tombe », *Socio-anthropologie* (en ligne), vol. 53.

Bruno PAPIN et **Baptiste VIAUD** (2026), « Les classes populaires face à la réussite sportive », *Staps*, vol. 157/4, p. 101-118.

Florian POLICE (2026), « Reconvertir des aspirations religieuses et politiques dans l'espace local. Conscience environnementale et légitimation de la petite bourgeoisie culturelle en milieu rural », *Participations*, vol. 44/1, p. 47-72.

Maxime ROYOUNX (2026), « Tenir la plume, atteindre le ministre, incarner les firmes. Quand le patronat organisé contribue à affaiblir la Charte de l'environnement », *Savoir/Agir*, vol. 68/1, p. 97-111.

Maxime ROYOUNX et Clara GERVAISE-VOLAIRE (2025), « Des entreprises actrices de politiques de biodiversité. Les ressorts discrets d'une consécration publique », *Politix*, vol. 151-152/3, p. 297-318.

Alexandre VAYER, « L'éducation à l'entrepreneuriat pour dépolitiser l'entreprise ? », *La Pensée*, vol. 427/3, p. 87-97.



Agenda 2026-2027

Soutenances de thèse

Mercredi 25 novembre 2026 (14h) : Maxime Hautbout, « Et pourtant, ils pratiquent. Sociologie des activités physiques et sportives des jeunes des classes populaires rurales »

Lundi 7 décembre 2026 (14h) : Anaïs Hachet, « Pluralité et articulation des processus de socialisation lors de l'apprentissage de la consommation d'alcool »

Mardi 8 décembre 2026 (14h) : Zoé Maimouna Dramé, « Faire l'expérience d'une maladie chronique. La prise en charge du cancer à l'épreuve des transformations de l'institution »

Mardi 8 décembre 2026 (14h) : Martin Manoury, « Ceux qui glanent. Ethnographie d'une économie populaire et domestique en milieu urbain »

Soutenance d'HDR

Mardi 1er décembre 2026 (14h) : Ludivine Balland

Chantiers de recherche (14h-16h, salle du CENS)

Judi 19 novembre 2026 : Pauline Seiller, « Des ouvrier·es en formation : rapport au travail et aux mobilités professionnelles dans des mondes ouvriers industriels »

Judi 28 janvier 2027 : Séverine Mayol, « Déléguer, endosser, renoncer : les arrangements genrés de l'autonomie après une lésion médullaire »

Chapitres d'ouvrage

Anna MESCLON (2026), « Le muséum de Nantes et la diffusion d'une culture naturaliste localisée, de 1954 à nos jours », in Philippe Boisseleau et Jean René Morice (dir.), *Gens de l'eau en pays de la Loire*, La Crèche, Éditions La Geste.

Tristan POUILLAUUEC (2026), « Arrependimentos de escola. O adiamento das aspirações escolares nas famílias populares », in Borges Pereira V., Siblot Y. (dirs.), *Sob a Força das Coisas. Olhares Cruzados Sobre Dinâmicas de Subalternidade Social: Portugal, França e Bélgica*, traduit par Lemos T., Lisboa, Outro Modo.

Direction de dossier de revue

Gala AGÜERO, **Kheloudja AMER**, Fanny HUGUES et **Victor LECOMTE** (2026), dossier « Scènes rurales du genre », *Genèses*, vol. 144.

Article de valorisation

Nathalie LUGAND, **Sylvie MOREL** (septembre 2026), « Les oubliés du soin d'urgence : quand le déni de reconnaissance met le secteur ambulancier en danger », *The Conversation*.

Valérie ROLLE et **Thibaut MENOUX** (2026), « Les conditions de félicité des recherches partenariales », Pôle arts visuels en Pays de la Loire, rubrique Rebondir / Filière, (en ligne), <https://poleartsvisuels-pdl.fr/rebondir/les-conditions-de-felicite-des-recherches-partenariales/>.

Ouvrages

Anaïs ALBERT, Fanny GALLOT, Anne JUSSEAUME, **Eve MEURET-CAMPFORT**, Clyde PLUMAUZILLE, Mathilde ROSSIGNEUX-MÉHEUST (octobre 2026), *Au jour le jour. Écrire le quotidien des classes populaires en France (XIXe-XXIe siècles)*, Paris, La Découverte.

Annie COLLOVALD (coord.) (octobre 2026), *L'autre mai. Nantes et les luttes populaires dans les « années 68 »*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.

Sylvie GRUNVALD, **Nicolas RAFIN** et François ROUSSEAU (dir.) (juin 2026), *L'instauration des Cours criminelles en France, de l'expérimentation à la généralisation*, Paris, L'Harmattan.

Gaëlle RONSIN, **Gabrielle REY** et Juliette PIKETTY-MOINE (septembre 2026), *Territoires en résistance*, Paris, Payot.

Actualités de la recherche en sciences sociales du sport (12h30-14h, UFR STAPS, salle 126)

Vendredi 23 octobre 2026 : Karel Yon et Pierre Rouxel, « Decathlon ou les tactiques de la vertu : retour sur une enquête multisituée »

Vendredi 27 novembre 2026 : Cécile Fabry, « Contribution à la construction du champ des professionnels de la montagne : étude du groupe professionnel des moniteurs d'escalade »

Vendredi 22 janvier 2027 : Théo Rougnant, « (Se) mettre aux normes : socialisations corporelles dans la prise en charge médicale de l'obésité »

Les Ficelles de la thèse (10h-12h, salle du CENS)

Judi 26 novembre 2026 : Cyrine Gardes, « Conditions de travail dans les entreprises du low-cost »

Judi 21 janvier 2027 : Laura Guérin, « Transformation des foyers de migrant·es en résidences sociales »

Les Impromptus du CENS (14h-16h, salle du CENS)

Judi 10 décembre 2026 : Alexis Spire présentera son ouvrage *Légitime défiance. Les gouvernés contre l'État*, séminaire suivi d'une conférence publique à 18h sur le campus Tertre

Judi 4 février 2027 : Louise Tassin présentera son ouvrage *Comme on les enferme. Dans les centres de rétention, de Paris à Lampedusa*

Évènements de médiation scientifique

- Mercredi 28 octobre 2026, 14h, salle du CENS** : Workshop « Incarnons la sociologie en vrai ! » (**Amélie Canu, Tanguy Dagonneau**), à destination des masterant·es et doctorant·es
- Jeudi 29 octobre 2026, 14h, en visio** : Projet « La sociologie dès l'école primaire » (**Amélie Canu, Margot Delon**), rejoignez l'équipe !
- Samedi 31 octobre 2026, 17h30, Lieu unique** : participation aux Utopiales (**Amélie Canu, Séverine Mayol, Lise Moisan**), jeu sérieux « Privilèges et inégalités, des sociologues en dystopie »
- Jeudi 19 novembre 2026, 9h50, MSH Ange-Guépin** : présentation de la cartographie « Dans les coulisses du laboratoire » (**Amélie Canu, Carmen Meslier, Jil Guillot**) aux Journées FAIRE 2026 : les écritures alternatives à l'épreuve des contraintes
- Mercredi 6 janvier 2027, 18h30, théâtre Le Grand R, scène nationale, La Roche-sur-Yon** : conférence Repères (**Eve Meuret-Campfort**) autour du spectacle *7 minutes* de Maëlle Poésy
- Jeudi 21 janvier 2027, 19h, librairie La Petite Gare, Rezé** : **Laura Guérin** animera un apéro-socio autour de son ouvrage « Des espaces et des hommes »

Visite HCERES - 15 décembre 2026

Pour consulter le programme complet et pour plus de détails, rendez-vous sur : <https://cens.univ-nantes.fr/>

Comité éditorial

Directeur, directrice de publication

Romuald Bodin, Mathilde Julla-Marcy

Comité de rédaction

Marie Arbelot, Amélie Canu, Marie Charvet, Mia Delumeau, Reguina Hatzipetrou-Andronikou, Séverine Misset, Sophie Orange

Réalisation

Amélie Canu

Contributions à ce numéro

Ludivine Baland, Amélie Canu, Mary David, Chloé Devez, Cégolène Frisque, Cédric Huguée, Zoé Jarraud, Mathilde Julla-Marcy, Géraud Lafarge, Karine Lamarche, Victor Lecomte, Margot Lenouvel, Alice Lermusiaux, Séverine Mayol, Anna Mesclon, Julie Meunier, Sophie Orange, Anton Perdoncin, Lucas Page Pereira, Florian Police, Nicolas Rafin, Valérie Rolle, Pauline Seiller, Lény Vacques, Antoine Vion

CENS

Chemin de la Censive du Tertre
44312 NANTES Cedex 3
cens@univ-nantes.fr